



# Enquête Habitat Jeunes janvier 2021

## Les difficultés économiques des résidents en Habitat Jeunes Occitanie

### Avant propos

Cette enquête a été réalisée en janvier 2021 afin d'estimer les difficultés socioprofessionnelles des résidents, après près d'un an de crise sanitaire, et les conséquences qu'elles ont pu avoir sur leur situation économique. 62%, soit 16 associations Habitat Jeunes sur 26 en Occitanie ont répondu à cette enquête. Il s'agit ici d'identifier des tendances. L'Observatoire 2021, portant sur les données 2020, nous permettra d'observer les évolutions, notamment sur la situation socioprofessionnelle et les ressources des résidents.

### Situation socioprofessionnelle des résidents fin décembre 2020

#### Alternance et formation

Nous observons qu'une part importante des résidents n'a pu poursuivre son alternance et sa formation du fait de l'impact économique de la crise sanitaire.

- 26% des associations HAJ estiment entre 20 et 50% la part des résidents en fin de contrat d'alternance.
- 16% des associations HAJ estiment entre 20 et 50% la part des résidents en fin de formation.



#### Emploi

Les conséquences de la crise sur l'emploi des jeunes sont également importantes pour près d'une association sur 5.

- 17% des associations HAJ estiment entre 10 et 50% la part des résidents en chômage partiel
- 21% des associations HAJ estiment entre 10 et 50% la part des résidents en perte d'emploi

Cette situation induit pour de nombreux jeunes un retour dans leur famille et/ou l'impossibilité d'assumer les dépenses du quotidien.

### Conséquences de la dégradation de la situation économique des résidents en 2020

#### Difficultés à payer la redevance

La part des jeunes en situation d'impayé est en nette augmentation en 2020 comparativement à 2019. Deux tiers des associations estiment le paiement de la redevance comme une difficulté majeure pour les résidents.

- En 2020 : près de 20% des associations estiment de 10 à 20% la part des jeunes en situation d'impayé.
- En 2019 : aucune association n'a constaté plus de 10% de ses résidents en situation d'impayé.



#### Difficultés liées à la mobilité

Près des deux tiers des associations estiment que la mobilité est une difficulté majeure pour les résidents et influe directement sur leurs possibilités de trouver un emploi ou une formation.





### Difficultés liées aux achats de première nécessité

Près de la moitié des résidences estime comme une difficulté importante les achats de première nécessité. Achats qui concernent en premier lieu les denrées alimentaires. D'ailleurs, près de la moitié des associations également ont mis en place ou ont eu recours à un dispositif d'aide alimentaire.



### Difficultés liées à l'accès aux soins

La difficulté dans l'accès aux soins n'est pas à ce jour identifiée comme la plus prégnante. L'accompagnement individuel des résidents permet en effet de leur faire bénéficier, pour la grande majorité d'entre eux, de l'accès aux droits liés à la santé.

Toutefois, Les difficultés d'accès à la santé sont susceptibles de s'accroître, notamment en termes de bien être psychique, avec l'augmentation des jeunes en situation de mal être lié à la longueur et la poursuite en 2021 de la crise sanitaire.

## Mobilisation des aides en faveur des résidents en 2020

### Mobilisation d'un dispositif d'aide de type Visale, FSL,...

Ces aides à l'accès et au maintien dans le logement ont été fortement mobilisées en 2020.

- Plus de 40% des associations y ont eu recours pour au moins 20% de leurs résidents.

### Mobilisation d'un dispositif d'aide spécifique (Fond coup de pouce, Fondation Abbé Pierre...)

Ces aides spécifiques se sont multipliées en 2020 afin d'apporter un soutien financier aux jeunes en difficulté, notamment concernant le paiement du loyer. Une association sur cinq y a eu recours pour une part minoritaire de leurs résidents les plus en difficultés. Ces aides, récentes, sont appelées à se développer et se faire connaître compte tenu de la poursuite de la crise sanitaire.

### Mobilisation d'un dispositif d'aide alimentaire

De nombreuses associations proposent déjà, depuis plusieurs années, des dispositifs d'aide alimentaire à leurs résidents les plus en difficultés (épicerie solidaire, conventions avec les restos du cœur...). 2020 a été marqué par un net renforcement de ce type d'aide de première nécessité. 42% ont mobilisé cette aide pour au moins 10% de leurs résidents, dont 27% y ont eu recours pour plus de 10% et jusqu'à 50% des jeunes.

## Pour conclure

Les jeunes en alternance et en formation, publics majoritaires des associations Habitat Jeunes, semblent être les plus touchés par les conséquences de la crise sanitaire de 2020 en termes d'insertion socioprofessionnelle. Une situation inquiétante à laquelle il faut ajouter plus d'un jeune sur 5 en chômage partiel et près d'un jeune sur 5 en perte d'emploi.

Les répercussions financières se sont fait sentir très rapidement pour les jeunes et les structures. Ainsi la part des jeunes en situation d'impayé de redevance a nettement augmenté entre fin 2019 et fin 2020. Il en est de même pour les jeunes sans ressources. Une situation minoritaire fin 2019 qui a pris de l'ampleur en 2020.

Redevance, mobilité, achats de première nécessité, puis accès aux soins : a minima près d'un jeune sur deux a rencontré une ou plusieurs de ces difficultés. En conséquence, les associations ont mobilisé de nombreuses aides en 2020, et notamment liées au paiement de la redevance et à l'alimentation.

Cette enquête laisse présager, avec la poursuite de la crise début 2021, d'une aggravation de la situation socioprofessionnelle et économique de nombreux résidents. La réforme de la contemporanéité des APL risque également d'impacter les difficultés déjà identifiées dans cette enquête. La mobilisation en faveur des jeunes auprès des institutions publiques reste donc une urgence afin d'œuvrer en faveur d'aides pérennes et de dispositifs spécifiques limitant leur précarisation croissante.